Ruralia
Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

05 | 1999
Varia

Du mythe du « retard » au mythe de la « modernisation » ou l'adaptation des agricultures du sud de l'Europe à la Politique agricole commune : le cas de l'Estrémadure espagnole

Thèse en sociologie, Université Paris X-Nanterre, 492 f°, soutenue le 26 octobre 1999, devant un jury composé de Nicole Eizner, Hugues Lamarche, Eduardo Moyano, Bernard Picon et Bernard Roux, mention très honorable avec félicitations du jury.

Ana R. Velasco Arranz

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ruralia/126
ISSN : 1777-5434

Éditeur
Association des ruralistes français

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 1999
ISSN : 1280-374X

Référence électronique
Ana R. Velasco Arranz, « Du mythe du « retard » au mythe de la « modernisation » ou l'adaptation des agricultures du sud de l'Europe à la Politique agricole commune : le cas de l'Estrémadure espagnole », *Ruralia* [En ligne], 05 | 1999, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 06 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/ruralia/126

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

Tous droits réservés

Du mythe du « retard » au mythe de la « modernisation » ou l'adaptation des agricultures du sud de l'Europe à la Politique agricole commune : le cas de l'Estrémadure espagnole

Thèse en sociologie, Université Paris X-Nanterre, 492 f°, soutenue le 26 octobre 1999, devant un jury composé de Nicole Eizner, Hugues Lamarche, Eduardo Moyano, Bernard Picon et Bernard Roux, mention très honorable avec félicitations du jury.

Ana R. Velasco Arranz

1 Ce travail se veut une réflexion sur le changement social en agriculture, changement qui a commencé dès la fin des années 1980, lorsque le modèle dominant de l'agriculture européenne semblait ne plus tenir le cap et que le monde se déclarait en crise. Pendant cette période, les fondements productifs de la PAC sont remis en cause et, au sein de la CEE, en particulier en France, un même discours fait écho : le modèle dominant surnommé « modèle productiviste » ne pouvait, à lui seul, désormais répondre économiquement et socialement aux attentes de la société. Il ne s'adaptait plus à la situation du moment. On s'est alors interrogée sur la signification de la « crise du modèle de développement agricole européen » et ses conséquences sur les différentes formes sociales de production. Questionnement qui s'insère dans une problématique Nord/Sud au sein de l'Europe.

2 Les infléchissements de la Politique agricole commune (PAC) nous questionnent sur l'adaptation des pays du sud de l'Europe à une politique dont les fondements provenaient des pays du nord. Ainsi, la question centrale était de nous demander si les agricultures des zones méridionales de l'Europe allaient suivre le modèle d'agriculture intensive ou si profitant de cette période de crise, d'incertitude ces pays avaient d'autres modèles de développement à proposer pour rattraper les pays du nord.

Autrement dit, quelles adaptations pour les agricultures du sud de l'Europe dans le nouveau contexte d'économie libérale et de crise du modèle de la PAC ?

3 Cette réflexion s'est centrée sur l'Espagne comme exemple des pays méridionaux de l'UE, et plus particulièrement sur l'Estrémadure, région du sud de la peninsule ibérique ayant des systèmes productifs spécifiques et contrastés. Le choix de cette région s'explique par le fait qu'elle est classée comme la moins développée d'Espagne et, en même temps, la plus agraire. Par ailleurs, le gouvernement régional dispose d'une vraie politique agricole, ce qui n'est pas le cas dans d'autres Communautés autonomes. La politique agricole régionale soutient dès son statut d'autonomie, d'une part, les systèmes irrigués représentant une agriculture intensive qui s'appuie sur des exploitations familiales et des grandes sociétés et elle soutient, d'autre part, un système agraire spécifique la *dehesa* [1] à caractère extensif, héritage d'une agriculture conservatrice de type latifundiaire. La *dehesa*, porteuse donc de déséquilibres sociaux, est aujourd'hui devenue une agriculture écologique et moderne grâce aux nouvelles attributions environnementales. Une telle dualité dans la politique agricole de l'Estrémadure soulève, outre la difficulté classique de concilier intérêts économiques et objectifs sociaux, la problématique nouvelle d'une conciliation des objectifs sociaux et des stratégies écologiques.

4 Ce travail s'est déroulé dans une étape de transition politique, celle de la mise en place de la réforme de la PAC de 1992 caractérisée par une sorte de confusion, provenant surtout de l'absence d'un modèle à suivre. L'Espagne, récemment adhérente à la CEE, a jusque là fait en sorte de ne pas croire à la remise en cause de l'agriculture intensive, le but étant de rejoindre le niveau de développement des partenaires européens. Or, suite à cette réforme, l'Espagne se lance dans un processus dit de « modernisation » qui définit les formes sociales de production choisies par l'État pour développer l'agriculture. Cela a fournit un nouveau cycle d'interrogations, pour savoir si l'Espagne allait suivre une « modernisation » fondée sur la concurrence des marchés ou plutôt un développement agricole destiné à atténuer les déséquilibres régionaux. Pour cela nous avons essayé de dégager le rôle que la loi espagnole de « modernisation des exploitations » donne à l'exploitation familiale.

5 Par ailleurs, et compte tenu de notre hypothèse selon laquelle la réforme de la PAC de 1992 favorisait les grandes structures, on s'est demandé dans quelle mesure les discours environnementaux promouvant les valeurs écologiques des systèmes de gestion traditionnels tels que la *dehesa* en Estrémadure avaient *in fine* la fonction de maintenir les systèmes dominants. Notre hypothèse était que la nouvelle donne de la PAC, favorisant l'extensification comme une manière de gérer le territoire, jouait en faveur d'un système dominant et durable qui avait longtemps caractérisé l'agriculture de type latifundiaire. Dès lors, une nouvelle question se posait : cette réforme, qui disait porter un idéal social concernant l'environnement, ne jouait-elle pas en faveur d'un certain conservatisme social ?

6 En ayant pour objet le secteur agricole, cette thèse met en évidence des contradictions de la société globale. Des paradoxes entre les discours dominants et les changements politiques en cours, qui montrent la difficulté de concilier ces discours et les objectifs sociaux divergents. La démarche suivie cherche à montrer l'impact des politiques globales sur le local, en articulant les trois niveaux politiques : européen, étatique et régional. Dans la mesure où chaque période historique répond à des rapport sociaux de production différents, l'analyse historique nous a permis à la fois d'appréhender le

processus de changement et de mieux déceler la signification de l'expression « modernisation agricole » dans différents contextes socio-politiques. L'étude des textes juridiques nous a également permis de cerner quel modèle de développement est défendu à chaque niveau d'analyse (européen, étatique, régional). Cet outil, la législation, a été un élément central dans la construction de l'articulation entre le global et le local. L'enquête auprès des exploitants et des représentants politiques pose un diagnostic sur le changement social en cours. Plutôt que d'entrer dans le détail du fonctionnement des exploitations, elle met en lumière un ensemble de contradictions et de paradoxes économico-politiques.

Plusieurs paradoxes nous semblent mériter d'être retenus

7 Un des paradoxes de la PAC vient des formes sociales qu'elle dit soutenir : dans ses fondements, la PAC défendait les exploitations familiales alors que celles-ci sont éliminées au fur et à mesure par le système de sélection implicite à la modernisation de son agriculture, et ce sont les grandes exploitations qui sont favorisées. Le soutien de la PAC à l'exploitation familiale, comme étant la forme sociale la plus pertinente dans le système de développement global, n'aurait été, au fond, qu'un contrepoids, une résistance à l'agriculture capitaliste des grandes exploitations.

8 Les mesures politiques prises depuis la réforme de 1992 ont conduit à l'éclatement des formes sociales de productions mises en place. Pour les pays du sud de l'Europe, la modernisation de l'agriculture apparaît comme synonyme de rattrapage du « retard », de développement et d'homogénéisation des logiques de production. En Espagne, la nouvelle loi de « modernisation des exploitations agricoles » remplace la notion d'ATP (agriculteur à titre principal) par celle « d'agriculteur professionnel ». Elle soutient les agriculteurs « professionnels » pouvant dégager un revenu comparable au salaire interprofessionnel. Cette loi met en rapport la viabilité d'une exploitation avec le revenu moyen des autres secteurs d'activité et enlève ainsi de la spécificité au secteur agricole en l'intégrant dans l'économie de marché au même titre que les autres secteurs. De même, la définition de professionnel agricole s'éloigne de la définition d'exploitation familiale. La typologie associée à ce processus de « modernisation » répond aux critères socio-économiques européens qui définissent les exploitations les plus efficaces. Ainsi, la grande exploitation capitaliste est soutenue pour la concurrence du marché, et les autres sont censées s'aligner sur un « développement rural » qui semblerait intégrer des activités complémentaires à l'agriculture et des exploitations qui ne parviennent pas à suivre la concurrence internationale.

9 Il ressort également de cette enquête que, de manière générale, les exploitations les plus intensives requièrent aussi le plus de main d'œuvre, tandis que les systèmes extensifs entraînent un moindre besoin de main d'œuvre par unité de surface. Ceci nous conduit à des interrogations à propos de l'utilisation des termes « extensification » et « intensification » en rapport avec le travail. Ainsi on se demande si un rapport entre l'unité de surface et la main d'œuvre faible relève de l'extensification ou de l'intensification. Autrement dit, une grande utilisation de main d'œuvre à l'hectare relève de laquelle des deux définitions ?

10 De plus, la notion d'extensification ne recouvre pas toujours le même sens. En Espagne, elle est perçue comme un système de fonctionnement où les faibles rendements sont

compensés par une gestion plus économe ; dans d'autres pays, comme par exemple les Pays-Bas, elle est confondue avec une logique de production intensive visant la réduction des rendements ou de la charge animale à l'hectare. Dans ce dernier cas, l'extensification est conçue comme une façon de réduire l'intensification, c'est à dire de « désintensifier », les producteurs ne cherchant ni à maximiser la rentabilité du sol ni à maximiser les rendements. On joue là sur l'optimisation des coûts de production et sur la productivité du travail comme facteur déterminant. Alors que dans le système traditionnel l'extensification était associée à une main d'œuvre abondante et bon marché, « désintensifier » est au contraire lié à une forte productivité de travail, synonyme de « réduction » de la main d'œuvre dans l'exploitation. On peut donc se demander si l'extensification à proprement parler ne serait pas une façon de produire réservée à des zones défavorisées où elle fait partie de l'environnement culturel. Dans ce cas, elle ne concernerait pas les zones marquées par l'agriculture intensive.

11 En Estrémadure, l'irrigation apparaît comme une priorité de la politique « agricole et rurale » pour faire émerger les exploitations familiales, pour préserver un modèle économique ayant exigé beaucoup d'investissements étatiques et pour absorber la main d'œuvre salariale grâce aux cultures industrielles. Néanmoins, depuis 1991, la « modernisation agricole » se traduit par une volonté de s'aligner sur la PAC. Cette adaptation va à l'encontre de la politique régionale et se solde par un taux de chômage agricole qui ne cesse de grimper, alors que dès la création de la Communauté autonome le gouvernement régional prétendait l'inverse.

12 L'environnement ne donne pas de réponses évidentes au niveau des type d'exploitations. Les mesures agri-environnementales aussi bien que la notion de développement « durable », associées à la gestion du territoire, dans cette région, ne sont pas assumées par les petites exploitations mais par les grandes. Le système de *dehesa* constitue, en effet, une spécificité de l'agriculture méridionale en Europe et il est considéré aujourd'hui comme un système de fonctionnement moderne et durable (la modernité étant un acquis de la durabilité). Dans cette situation, le développement répond plus à une adaptation au nouveau contexte qu'à une volonté de rattraper des retards. De plus, en Estrémadure, le principal problème des agriculteurs n'est pas le milieu naturel mais le marché : les agriculteurs veulent rester concurrentiels. Par ailleurs, dans les discours, « intensification », « modernisation » et « développement » appartiennent au registre de la concurrence des marchés et sont des termes qui se confondent.

13 Enfin, un dernier paradoxe, à l'ordre du jour, est le retour à la dénomination de « paysan » à travers la diversification de l'activité agricole. Cette nostalgie semble être une réaction au pouvoir de plus en plus important de l'agro-alimentaire, provocant ainsi un retour à la tradition dans le discours sur la « renaissance des paysans », alors que le processus de modernisation de l'agriculture était au contraire une sorte de combat contre l'archaïsme paysan.

14 La réduction continue du PIB agricole par rapport au PIB total nous permet d'interpréter le terme de « modernisation » comme un euphémisme : dispersé entre l'industrie agro-alimentaire et les services, la disparition du secteur primaire relève-t-elle aujourd'hui d'un fantasme ou d'une réalité ? Le terme modernisation semble bien brouiller les cartes et masquer ce questionnement.

Les résultats de cette recherche ouvrent sur de nouvelles interrogations

15 - Une réflexion sur le paradoxe social de la gestion environnementale s'impose : l'extensification comme mesure de gestion environnementale ouvre sur les conséquences sociales des questions environnementales qui ne contribuent pas forcement à la réduction des inégalités sociales. En Estrémadure les mesures agri-environnementales préservent des systèmes extensifs (jusque là considérés comme traditionnels) et redonnent à l'agriculture de la *dehesa* le rôle qu'elle a toujours eu : entretenir des milieux fragiles et assurer la gestion du territoire. Aujourd'hui ce processus contribue également à justifier la disparition des petites exploitations au nom de la gestion environnementale. L'extensification comme système productif et manière de gérer l'espace, le territoire, apporte donc des réponses contradictoires aux dynamiques de développement. Elle peut garantir un certain équilibre entre un espace naturel et le maintien de l'agriculture sans pour autant avoir des effets sur la densité des populations, et elle n'assure pas non plus la création d'emploi. Il ressort ainsi que contrairement aux interprétations de la réforme de la PAC sur la gestion environnementale en agriculture, le retour à l'extensification, par exemple, pourrait se traduire par une dissociation entre objectifs sociaux et stratégies écologiques. Les rapports entre création d'emploi et gestion du milieu naturel restent un sujet qui est à approfondir

16 - Les syndicats agricoles, réticents au début, assument peu à peu la politique agri-environnementale et celle de développement rural, souvent moins par conviction que par l'aspect incitatif aux crédits qui accompagnent ces mesures. Dans l'avenir il semblera intéressant d'observer la façon dont les syndicats se positionneront comme partenaires sociaux dans le milieu rural. Ce qui est particulièrement important dans un pays comme l'Espagne où l'appareil syndical est en plein processus de construction.

17 - En Estrémadure, le foncier apparaît une question capitale : la plupart des exploitants souhaitent élargir leur surface, mais leurs possibilités économiques d'autofinancement sont faibles, d'autant plus qu'ils excluent en même temps le recours au crédit. Les exploitations prioritaires pour les aides étatiques celles relevant de structures moyennes ont besoin du foncier pour se reproduire et demeurer viables et compétitives sur le marché foncier qui doit être alimenté par la disparition continue des petites exploitations. L'inégalité des structures a des retombés sur le chômage agricole et sur la difficulté de reproduction des exploitations. Dans ce travail, nous n'avons qu'à peine amorcé cette question, mais un certain nombre de réflexions restent en suspens, à savoir le degré de pouvoir politique que détient aujourd'hui la grande exploitation, les rapports entre l'État et la grande propriété (souvent avec le statut de société)... Ces questions ne se limitent ni à l'Estrémadure ni à l'Espagne, elles se posent au niveau global à propos de l'agriculture industrielle et des *lobbies* qui la gèrent. Quelles sont aujourd'hui les capacités des États à faire accepter et à développer leur politique face à ces groupes de pression ?

18 - Si la terre est bien la limite essentielle de l'extensification, l'eau et sa distribution sont les principales limites de l'intensification. La question de l'utilisation de l'eau, de l'utilisation des ressources naturelles, pourrait faire à elle seule l'objet d'une thèse. Elle renvoie aux déséquilibres entre les systèmes productifs et entre les régions du nord et les régions du sud. La « modernisation agricole » se réfère à une agriculture intensive

en moyens productifs et à une forte dépendance énergétique, le contraire étant considéré comme du « retard ». Dans les zones irriguées, et en particulier dans les systèmes végétaux, la plupart des exploitants sont prêts à accepter l'intensification des productions pour obtenir de meilleurs rendements et améliorer la compétitivité sur le marché. Or, la gestion de l'eau est l'un des paramètres essentiels à considérer dans le développement : l'intensification agricole est au cœur de ce problème. En Estrémadure, la période de sécheresse, qui s'est étendue de 1991 à 1995, a mis au premier plan les questions environnementales, le problème de la gestion de l'eau et celui des orientations productives à privilégier face au manque de cette ressource. Cela a également montré que dans les régions méridionales, un productivisme poussé est condamné à l'avance par les exigences en eau.

19 Pour conclure sur ces paradoxes, des mots tels que « retard », « archaïsme » ou « traditionnel » glissent dans le langage de la modernité et ne coïncident pas avec ce que l'on entendait hier par ces mêmes mots. Ce glissement de sens, cette confusion entre ce qui est « moderne » et ce qui est « archaïque », le fait que le « traditionnel » devienne « moderne » et le moderne obsolète, viendrait-il signifier ce flou qui s'exprime comme un *leitmotiv* en termes de « crise de la modernité » ?

NOTES

1. La *dehesa* est un système agraire typique du sud-ouest de la péninsule ibérique, il s'agit d'une étendue de pâturages et de chênes formant un système agro-sylvo-pastoral qui demeure, depuis des siècles, grâce à l'articulation de l'aménagement spatial et des rapports sociaux particuliers. D'origine latifundiaire, ce système fait référence à des systèmes extensifs de production d'élevage qui cherchent à préserver une certaine autonomie en dépenses énergétiques.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle